

J'ai parlé des emplois perdus. C'est le genre de choses que le premier ministre (M. Trudeau) et le vice-premier ministre n'aiment pas beaucoup entendre. Cela vient interrompre les beaux projets qu'ils ne cessent d'échafauder—des plans visant à faire du pétrole avec du charbon, aux derniers exercices de pensée positive de Pitfield en passant par les nouvelles mesures interventionnistes. Ils n'aiment qu'on leur rappelle certaines réalités, par exemple le fait qu'ils ont enlevé leur emploi à un million et demi de Canadiens depuis qu'ils sont au pouvoir. Ce sont là des réalités déplaisantes et ils n'aiment pas qu'on les leur rappelle. Quand vous vous promenez en voiture blindée et que vous distribuez des emplois à \$800 par jour à vos amis et successeurs éventuels, vous n'aimez pas qu'on vous rappelle certaines choses désagréables. Si la voiture du premier ministre est blindée, c'est sans doute pour le protéger de ses partisans.

M. Smith: Oh, oh!

M. Nielsen: Il a d'autres difficultés, notamment avec le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (M. Smith).

M. MacBain: Oh, oh!

M. Nielsen: J'entends le député de Niagara Falls (M. MacBain) parler au nom de son parti, qui compte si peu de gens compétents que l'autre jour, à la télévision nationale, il n'a pu citer qu'une personne susceptible de briguer la direction du parti libéral.

Pour la première fois depuis un quart de siècle, le nombre d'emplois diminue d'année en année; il y en avait 400,000 de moins en 1982 qu'en 1981. Dans ce domaine aussi, le gouvernement fait œuvre de pionnier.

Le plus tragique dans tout cela, c'est que ce sont les jeunes qui sont le plus durement touchés par la pénurie d'emplois. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, l'embauche chez les jeunes Canadiens a baissé de 14,5 p. 100. C'est l'aspect le plus traumatisant de la tragédie qui s'est abattue sur le Canada à cause de la politique adoptée par le gouvernement.

D'abord, le gouvernement a gaspillé les occasions et les initiatives qui auraient permis à l'économie du Canada de surnager malgré les pressions internationales. Nous avons un gouvernement qui a toujours eu et qui a encore toutes sortes de projets et qui ne fait rien de concret. Nous avons un gouvernement qui s'est réuni dans le calme de sa retraite du lac Meach pour mettre au point des stratégies audacieuses et novatrices pour refaire la nation. Malheureusement, après tous ces projets, nous avons eu droit encore une fois à la bonne vieille inaction libérale.

Nous avons eu des programmes d'expansion, des programmes de création d'emplois et de nouvelles initiatives qui ont été annoncés avec beaucoup de tapage par un gouvernement qui consacre plus d'énergie à annoncer ses projets qu'à les mettre sur pied. Rien n'a donné les résultats prévus. A l'heure actuelle, les experts disent que l'économie se porte aussi mal qu'aux pires moments de la grande crise. Est-ce que cela refroidit les députés d'en face? Pas du tout.

Le premier ministre s'envole pour les Antilles et promet que le Canada aidera les gouvernements qui adoptent une politique marxiste tout autant que ceux qui choisissent la démocratie.

Impôt sur le revenu

Voilà ce qui est l'habileté politique! Cela montre bien à nos amis et à nos alliés quelle est la position du Canada.

Après trois ans du pire gouvernement de l'histoire du pays, les Canadiens se sentent opprimés et découragés. Ils ont le sentiment que la catastrophe est à la veille de s'abattre sur une nation qui, à tout point de vue, devrait connaître le meilleur taux de croissance de tous les pays du monde. Nous sommes cependant au 24^e rang, au bas de la liste, et nous le devons au gouvernement.

Les Canadiens ont l'impression que le pays manque d'orientation. Ils sont inquiets et incertains de ce que l'avenir leur réserve. Ils se rendent compte avec inquiétude que leur gouvernement est indifférent, qu'il préfère s'isoler, qu'il se soucie davantage de permettre à ses amis de vivre aux crochets des contribuables, comme le premier ministre l'a dit l'autre jour à propos de son ami à Toronto, que de bien gérer le pays pour la majorité des Canadiens.

Nous avons la nette impression en parlant à la Chambre, monsieur le Président, que le gouvernement n'écoute pas. Les uns après les autres, les députés prennent la parole pour souligner les lacunes dans les propositions gouvernementales, mais les chiens savants qui sont là se lèvent ensuite pour parler à leur tour; la mesure est aussitôt approuvée et nous perdons une nouvelle parcelle de notre liberté.

C'est une autre de ces mesures malhonnêtes et fourre-tout que ce gouvernement très incompetent aime à nous présenter. Ce projet de loi vient du fond du tiroir de l'ex-ministre et du ministre actuel. Il a fallu deux ministres pour nous donner ce fouillis. Le premier a été récompensé quand il a été désigné aux Affaires extérieures. Ses propres changements à son budget auraient entraîné la démission de tout ministre des Finances qui se respecte. Le second est encore là, mais il ne devrait pas y être après les révélations de ces derniers jours.

● (1530)

Le projet de loi qu'on propose maintenant d'étudier ne recouvre pas moins de trois budgets. Le premier a été présenté en novembre 1981, le deuxième en juin 1982 et le troisième l'a été par le ministre actuel en octobre de la même année. Aucun de ces budgets n'a été voté par la Chambre parce que le gouvernement était trop occupé à acheter des stations-service, à imposer le système métrique, à mettre sur pied Canagrex, à faire fonctionner ses nombreuses sociétés de la Couronne, à rêver d'en fonder d'autres, sans tenir compte de l'avis du Parlement. Le gouvernement peut difficilement s'intéresser à des choses aussi banales qu'un budget ou que le chômage. Comment peut-il trouver le temps de s'intéresser à la planification d'une véritable session annuelle du Parlement, comprenant un discours du trône annuel, un budget annuel, enfin un ordre du jour permettant à la Chambre de s'occuper des affaires du pays? Monsieur le Président, ce n'est pas ainsi qu'on gouverne un pays, ce n'est pas ainsi que l'on dirige un Parlement. Ça ne se fait pas. Un Parlement doit pouvoir examiner des budgets déposés à intervalles réguliers, des budgets correspondant aux exercices financiers pertinents.

Des voix: Bravo!